

Afrique : y a-t-il un impérialisme tutsi ?

Christian Hoche

Marianne, 17 août 1998

C'est par l'est de l'ex-Zaïre que Laurent-Désiré Kabila est arrivé au pouvoir. C'est aujourd'hui par l'est que le despote est menacé. Le tombeur du maréchal Mobutu doit, en effet, faire face à son tour à une insurrection dans toute la partie orientale du pays, limitrophe du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda.

A l'origine de cet embrasement : la volonté de Kabila de prendre ses distances avec la mouvance tutsie, avec laquelle il s'était associé dans sa marche sur Kinshasa. En renvoyant les détachements militaires rwandais, le président congolais, peu reconnaissant, s'est d'une certaine manière autopiégé. Ce que l'on a pris pour un mouvement d'humeur des Banyamulenge, ces Tutsis congolais d'origine rwandaise, installés et opprimés dans le Kivu depuis des décennies, s'est transformé en une rébellion organisée.

Par qui ? Même s'il s'en défend, le Rwanda, comme l'Ouganda, maintient depuis deux ans des garnisons

de l'autre côté du lac Kivu. La rupture voulue par Kabila avec ses alliés d'hier aurait mis à mal l'influence de Kigali et de Kampala dans l'est du Congo. Impensable ! Car le Kivu, foyer endémique de rébellions, sert de « sanctuaire » aux extrémistes hutus en guerre contre la minorité tutsie au pouvoir au Burundi et au Rwanda, et d'arrière-cour à la guérilla ougandaise. C'est parce que Kabila n'a pas su mettre de l'ordre dans cette région que les Tutsis ont déclenché les hostilités.

Sous la bannière des insurgés, on retrouve le ministre des Affaires étrangères congolais, Bizima Karaha, qui avait fait défection pour rejoindre la ville de Goma. Il vient de lancer un appel au renversement du « libérateur » de Kinshasa. D'origine tutsie, il était, jusqu'alors, considéré comme l'homme lige du Rwanda au sein du gouvernement. Faut-il pour autant dénoncer un complot, voire la mise en place d'une doctrine hégémoniste des Tutsis ?

Manifestement, la tentative d'une dérive ethnisante existe. Dans cette région des Grands Lacs, ils ont prou- vé l'importance grandissante de leur rôle. Pour avoir fait mine de l'oublier, Kabila risque de le payer très cher.